

Une politique familiale en capital (3). Capitalisme/solidarité

Écrit par Henri Hude

Mercredi, 22 Août 2012 10:29 - Mis à jour Samedi, 25 Août 2012 08:29

Avec la crise, la social-démocratie est une formule moribonde. Pour éviter la révolution, il faut repenser de fond en comble la solidarité. Ce renouveau de la solidarité passe par la famille. De là l'idée d'une nouvelle politique familiale en capital (PFC)

Comme les questions familiales vont être d'actualité à la rentrée, je republie ci-dessous, découpé en plusieurs livraisons, un article que j'avais publié, à la demande du Pr. Dupeyroux, dans la célèbre revue [Droit social](#), n° 5, en Mai 1997, pp.443-450.

Je ne l'ai pas réécrit. J'ai parfois ajouté ici et là une phrase. Il me semble plus actuel qu'il ne l'était lorsqu'il a été publié.

Ceci est la troisième fragment. [CLIQUEZ ICI POUR RETOURNER AU TOUT DÉBUT DE L'ARTICLE](#)

[CLIQUEZ ICI POUR UN RAPPEL DU PRINCIPE ET DES MODALITÉS PRINCIPALES DE LA PFC](#)

[CLIQUEZ ICI POUR RETOURNER AU FRAGMENT PRÉCÉDENT](#)

Le capitalisme social et la solidarité de l'investissement

Il n'est pas toujours facile d'identifier le capital non solidaire. A cela, je réponds qu'il est urgent

Une politique familiale en capital (3). Capitalisme/solidarité

Écrit par Henri Hude

Mercredi, 22 Août 2012 10:29 - Mis à jour Samedi, 25 Août 2012 08:29

de faire procéder à des études sur le sujet.

Une certaine richesse n'est que la détention d'un certain pouvoir d'investissement. Ce ne sont pas la richesse ou la propriété en elles-mêmes qui peuvent être immorales, c'est seulement le caractère non solidaire de l'investissement. De la sorte, ce qu'il faudrait taxer, ce n'est pas n'importe quel capital, mais le capital non solidaire et son revenu ; le capital solidaire étant celui où l'accumulation de la plus-value du capital se fait aussi pour une juste part au bénéfice de ceux dont le travail a contribué à l'accumuler ; en leur bénéfice, c'est-à-dire d'une manière qui tienne compte de leur besoin absolu de conserver globalement un emploi.

Plutôt que de fomenter la jalousie entre riches et pauvres (et, en fait, entre les prolétaires et les classes moyennes, car les riches ont émigré fiscalement depuis longtemps), mieux vaut donc encourager la solidarité de l'investissement, qui est, en somme, une autre manière de redistribuer, non sous forme d'aumônes, mais sous forme d'emplois. Quand il en est ainsi, les pauvres peuvent avoir le sentiment que l'inégalité est supportable, car ce qui est approprié pour les riches sert tout de même aussi à leur bénéfice effectif. C'est ainsi que la gauche devrait renouveler sa pensée, évoluer résolument de l'égalitarisme équitable et de l'égalitarisme conflictuel à l'égalitarisme coopératif. Tant s'en faut qu'elle ait déjà réalisé une telle révolution culturelle. Plutôt s'est-elle contentée de juxtaposer des pratiques antisociales à un fond rémanent de tics et de réflexes hérités de l'âge idéologique.

Sans solidarité de l'investissement, le droit de propriété ne s'accompagne d'aucun devoir susceptible de le limiter et de le distinguer d'un égoïsme abusif. Le salarié a le sentiment justifié de travailler à produire un accroissement de capital qui sera employé à lui ôter et son salaire, et son travail.

Le peuple ou le caviar

Une politique familiale en capital (3). Capitalisme/solidarité

Écrit par Henri Hude

Mercredi, 22 Août 2012 10:29 - Mis à jour Samedi, 25 Août 2012 08:29

C'est ainsi que le capitalisme devient odieux et que la gauche, n'ayant plus de projet économique, ne représente plus les classes laborieuses et laisse le champ libre à la montée du fascisme.

Je sais bien que la solidarité, aujourd'hui, ne peut pas être seulement nationale, mais doit être aussi internationale. De ce point de vue, les investissements hors de nos frontières peuvent aussi constituer une sorte de solidarité internationale, plus importante, dans l'absolu, que la solidarité nationale. Toutefois, en l'absence d'Etat social et de redistribution mondiale, la redistribution passe forcément par la conservation des solidarités territoriales existantes dans le cadre des nations. Quand on sous-estime l'institution nationale ou qu'on la réduit à l'impuissance, on ôte à la solidarité concrète le moyen de sa réalisation. On provoque alors, en réaction, une association d'idées et de sentiments entre le principe national et le principe de solidarité [\[1\]](#).

La gauche a aujourd'hui concrètement le choix entre le peuple et le caviar. Le peuple, ce sont concrètement les familles populaires et une politique familiale rénovée de fond en comble. Le caviar, c'est de sacrifier l'emploi des jeunes à la satisfaction des vieilles hargnes idéologiques anti-familiales. C'est de voiler une politique antisociale par un exhibitionnisme transgressif. A défaut, la droite pourrait se redécouvrir une vocation sociale. Il serait toutefois important, pour l'avenir des institutions démocratiques, que la gauche acquière une vraie culture familiale, et découvre dans une nouvelle politique de la famille la première de possibilité d'une politique sociale viable qui soit aussi une politique de l'emploi [\[2\]](#).

Une telle attribution de capital ne serait en rien absurde économiquement, si la famille est considérée dans son analogie avec une petite entreprise productive. Les familles apportent en effet une contribution insubstituable à la reproduction et à la formation du capital humain, qui est la première condition de toute activité productive. De ce point de vue, elles ne sont pas seulement à considérer comme des entités consommatrices, mais aussi comme des entités productrices et même comme le véritable secteur primaire concret de l'économie, quand on a une conception complète, concrète et humaine, du capital [\[3\]](#). Faute de politique familiale en revenu et en capital, il y aurait exploitation, et étranglement de ce secteur primaire, au plus grand détriment de toute la société. En l'absence d'un marché de type nouveau qui assurerait plus automatiquement la rémunération de la fonction familiale

[\[4\]](#)

, la politique familiale étatique fonctionne comme une subvention indispensable et une recapitalisation nécessaire à des secteurs dominés et aujourd'hui incapables de se rémunérer à

Une politique familiale en capital (3). Capitalisme/solidarité

Écrit par Henri Hude

Mercredi, 22 Août 2012 10:29 - Mis à jour Samedi, 25 Août 2012 08:29

juste prix sur le marché.

[CLIQUEZ ICI POUR RETOURNER AU TOUT DÉBUT DE L'ARTICLE](#)

[CLIQUEZ ICI POUR AVOIR LA SUITE](#)

[CLIQUEZ ICI POUR RETOURNER AU FRAGMENT PRÉCÉDENT](#)

[1] Cf. E. KANT, *Vers la paix perpétuelle*, art.2. Cela requiert dans la pratique une réflexion innovante sur un libre-échange à visage humain, comme moyen nécessaire d'une solidarité internationale, usant, pour sa réalisation, des solidarités nationales comme d'un moyen nécessaire, selon le principe de la subsidiarité. J'ai essayé, selon mes faibles moyens, d'y contribuer dans Henri HUDE, *Philosophie de la prospérité*, Economica, 1994. *Marché et solidarité.*

[2] Il n'est peut-être pas inutile de rappeler au grand public français l'œuvre considérable d'un sociologue italien, professeur à l'Université de Bologne, Pierpaolo DONATI, dont la réflexion a par ailleurs une portée philosophique. Sur la contribution des associations et des familles au renouvellement de la société et du tissu social, voir, par exemple, *Le associazioni familiari in Italia. Cultura, organizzazione e funzioni sociali*, a cura di Pierpaolo DONATI e Giovanna ROSSI, Francoangeli, Milano, 1995. La seconde partie est une étude empirique de la situation italienne, mais la première partie est une prospective ayant valeur universelle.

[3] Cette expression de « capital humain » serait atroce, si elle était entendue dans un sens déshumanisant, comme s'il s'agissait de matérialiser l'humain, mettant les hommes sur le

Une politique familiale en capital (3). Capitalisme/solidarité

Écrit par Henri Hude

Mercredi, 22 Août 2012 10:29 - Mis à jour Samedi, 25 Août 2012 08:29

même plan que les liquidités, les immeubles ou les machines. Mais, en sens inverse, elle peut au contraire contribuer à élever ces réalités matérielles dans la sphère de l'humain, contribuant ainsi, en somme, à humaniser le capital.

[4] Par exemple, si les associations de familles voulaient transformer en pouvoir d'assurance vieillesse leur potentiel de promesse de travail futur.